



ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement
Boisements compensateurs liés à l'exploitation de la carrière des Grandes Landes
sur plusieurs communes de Sarthe et de Maine-et-Loire (72 et 49)

La préfète de la région Pays de la Loire
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté de la préfète de région n°2017/SGAR/DREAL/487 du 18 juillet 2017 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2017-2686 relative à des boisements compensateurs liés à l'exploitation de la carrière de sables et de graves des Grandes Landes, sur plusieurs communes de Sarthe et de Maine-et-Loire, déposée par la société des carrières de Seiches et considérée complète le 6 septembre 2017 ;

Considérant que le projet consiste en des boisements compensateurs d'un défrichement de 32,8 ha dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploitation de la carrière des Grandes Landes sur la commune de La Flèche, d'une superficie totale de 65,6111 ha répartis sur douze secteurs géographiques, dont neuf en Sarthe (communes de Saint-Germain d'Arcé, La Flèche, La Chapelle d'Aligné, Fercé-sur-Sarthe, Clermont-Créans, Thorée-les-Pins) et trois en Maine-et-Loire (communes de Durtal, Les Rairies, Baugé-en-Anjou) ;

Considérant que le dossier d'autorisation d'exploitation de la carrière des Grandes Landes sur la commune de La Flèche a donné lieu à la production d'une étude d'impact qui analyse l'impact du défrichement de 32,8 ha et des boisements compensateurs afférents, objet de la présente demande d'examen au cas par cas ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet n'est pas de nature à justifier la production d'une nouvelle étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de boisements compensateurs liés à l'exploitation de la carrière des Grandes Landes sur douze communes de Sarthe et de Maine-et-Loire, déposée par la société des carrières de Seiches, est dispensé d'étude d'impact

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société des carrières de Seiches et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le - 5 OCT. 2017

Le directeur adjoint,



Philippe VIROULAUD

Délais et voies de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Madame la préfète de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Madame la préfète de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cédex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cédex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).